

Communiqué de presse du 12 juin 2019  
Département du travail social de la ZHAW

## **La Suisse est presque à égalité avec l'Allemagne dans la radicalisation djihadiste**

**Environ 40% des djihadistes radicalisés en Suisse perçoivent des prestations sociales. C'est ce que montre l'étude de suivi de la ZHAW, qui a été rendue possible grâce à une base de données élargie. En outre, la proportion de convertis est disproportionnellement élevée (environ 20 %).**

En Suisse, la radicalisation djihadiste touche surtout les jeunes hommes vivant dans des agglomérations et ayant généralement un faible niveau d'instruction et une faible intégration au marché du travail. Certains d'entre eux sont également confrontés à des problèmes sociaux et psychologiques et avaient un passé criminel avant même leur radicalisation. C'est ce que montrent les données actualisées et élargies de l'étude de la ZHAW, réalisée en 2015, "Contexte de la radicalisation djihadiste en Suisse" menée par Miryam Eser Davolio. Les données sont basées sur une analyse quantitative des informations fournies par le Service de renseignement de la Confédération (SRC) sur le contexte de la radicalisation djihadiste et sur des entretiens avec divers acteurs. Les résultats montrent qu'environ 40 % des 130 personnes radicalisées djihadistes enregistrées dépendent de l'aide de l'État (aide sociale, allocations de chômage, AI ou aide aux réfugiés). La réinsertion se voit donc confier une tâche particulière en matière d'intégration.

### **Genève la plus touchée**

Des différences régionales peuvent être observées dans la répartition géographique de la radicalisation djihadiste. Par exemple, la région genevoise est plus touchée que le reste de la Suisse. Il existe également des différences entre les pays européens. Par rapport à la population totale, la Suisse a un taux de voyageurs du djihad nettement plus élevé que l'Italie mais légèrement inférieur à celui de l'Allemagne. Cependant, la Suisse n'est pas aussi fortement touchée par le problème de la radicalisation djihadiste que la France, la Belgique ou l'Autriche. L'étude montre également que la proportion de convertis parmi les voyageurs du djihad est disproportionnellement élevée (environ 20 %). Miryam Eser Davolio met en garde contre les stéréotypes car ils n'étaient généralement pas délinquants avant la radicalisation.

Les personnes touchées par la radicalisation djihadiste se caractérisent souvent par un éloignement de la société, selon une autre conclusion de l'étude de la ZHAW. "La détection précoce des tendances à la désintégration, par exemple dans les domaines de l'école et du travail ou des activités criminelles, augmente les chances de succès des mesures de prévention et d'intervention", explique Miryam Eser Davolio. Cela exige une approche multi-perspectiviste qui tient compte des différents déficits et besoins des personnes à risque. Des mesures de protection ciblées visant à protéger contre la propagande et les recruteurs sont également importantes. "L'étude permet de conclure que la consommation de contenus correspondants sur Internet est une condition de soutien importante, mais qu'elle n'est suffisante pour la radicalisation que dans de très rares cas", explique Eser Davolio. À cet égard, la dynamique de groupe et le contact réel avec des personnes partageant les mêmes idées sont plus décisifs.

### **Conséquences pour le système pénal**

Eser Davolio est convaincue que le système pénal doit faire face aux défis posés par la radicalisation djihadiste des détenus en termes de placement, d'exécution et de suivi institutionnel et individuel. "Ici, les établissements pénitentiaires sont appelés à développer des concepts pour traiter consciemment les risques existants". Les domaines de l'aide à la probation et du travail social, ainsi que de la thérapie, du personnel pénitentiaire et de l'aumônerie, doivent être inclus et spécifiquement formés afin qu'ils aient des connaissances de base et des compétences d'action suffisantes pour traiter les personnes radicalisées de manière attentive et professionnelle. Étant donné qu'il est coûteux d'appliquer cette approche de manière générale, les auteurs de l'étude proposent comme approche possible d'aménager deux ou trois prisons à l'échelle nationale pour en faire des centres de compétence axés sur les détenus djihadistes radicalisés. Leurs employés suivraient des cours de formation continue spécifiques, qui font encore défaut à l'heure actuelle, et travailleraient en réseau les uns avec les autres.

En outre, les dispositifs pour la prévention des radicalisations violentes et la police de proximité se sont développés dans toute la Suisse depuis 2015, en particulier dans les villes et cantons qui ont été ou sont touchés par la radicalisation djihadiste. Afin de pouvoir garantir le bon fonctionnement de l'offre nationale, les auteurs de l'étude de la ZHAW recommandent, d'une part, de définir des exigences minimales et, d'autre part, d'encourager l'échange d'expériences entre disciplines et agences spécialisées.

### **Nous contacter**

ZHAW Travail social, Prof. Dr. Miryam Eser Davolio, téléphone 058 934 88 76,  
e-mail [miryam.eserdavolio@zhaw.ch](mailto:miryam.eserdavolio@zhaw.ch)

ZHAW Travail social, Service médias, Nicole Koch, téléphone 058 934 88 26,  
e-mail [nicole.koch@zhaw.ch](mailto:nicole.koch@zhaw.ch)